

L'Espagne révolutionnaire

Il serait fâcheux qu'on voie dans ce qui suit un essai de réhabilitation de cette institution. Pourtant, il nous faut reconnaître que le christianisme a eu un impact social important. En fait, à partir du III^e siècle, les revendications sociales seront animées par des hommes ayant subi l'influence de l'Église romaine. Éléments marginaux sans doute...

Il semble qu'une large partie de l'Église espagnole des XVI^e et XVII^e siècles ait été porteuse d'un certain nombre d'idées collectivistes, idées propres à la tradition catholique espagnole, d'après lesquelles on doit donner à chacun selon ses besoins et non selon ses mérites: principe éminemment socialiste. Avec sans doute beaucoup de bienveillance, sinon d'aveuglement, G. Brenan, dans «le Labyrinthe espagnol», décrit l'Église de ce temps comme une institution égalitaire où sont librement discutées des théories sociales de type communiste. Le collectivisme des Incas suscita beaucoup d'admiration chez les missionnaires, et le père Acosta, en 1590, recommandait l'application du socialisme d'État inca en Espagne (mis en pratique par les jésuites au Paraguay). «Le plus grand des historiens espagnols», le père Mariana, proclamait l'illégalité de la propriété privée bien qu'il préconise l'intervention de l'État pour répartir les richesses naturelles. «C'est pour nous un devoir d'humanité de mettre à la disposition de tous les hommes les richesses que Dieu leur a données. À tous il a donné la terre en patrimoine, afin qu'ils vivent de ses fruits. Seule une cupidité effrénée peut pousser certains à revendiquer ce don du ciel et à s'approprier la nourriture et les richesses destinées à tout le genre humain. Ces biens communs que les hommes, dans leur corruption, se sont partagés, Dieu ne voulait pas qu'ils fussent le monopole d'une minorité, mais qu'une partie en fut réservée pour soulager les souffrances du peuple... Dans une République où certains sont gavés de richesse et où d'autres manquent du plus strict nécessaire, ni la paix ni le bonheur

ne sont possibles.» («De rege et regis institutione» du père Mariana, 1599.)

De la même façon, l'enseignement social de l'Église, tout particulièrement des Évangiles, a laissé un impact émotionnel très fort sur les paysans andalous: on prête à la Vierge Marie, patronne de l'Andalousie, des paroles où elle exprime sa joie de voir les puissants détrônés, les pauvres exaltés, ceux qui ont faim abondamment pourvus, etc. De même, les Aragonais chantent: «La Vierge du Pilar dit qu'elle ne veut pas de la couronne; qu'on la donne plutôt aux pauvres qui vont demandant l'aumône.» À noter l'influence des missionnaires protestants implantés auprès des riches familles andalouses qui faisaient le commerce du vin avec l'Angleterre.

Après la confiscation des biens du clergé et des moines (1835), l'Église allait accentuer son mouvement vers la bourgeoisie et la réaction. La doctrine sociale de l'Église n'est reprise vraiment par les masses que lors des révoltes paysannes de type millénariste.

La pratique communaliste

Quand, en 1936, dans les régions sous influence anarchiste, certains petits villages se débarrassèrent «spontanément» de leur conseil municipal, qui ne les représentait pas, pour le remplacer par le «syndicat», c'est-à-dire le rassemblement des hommes et femmes valides et au travail, pouvait-on vraiment parler de spontanéité? (Ajoutons que souvent les détenteurs du pouvoir s'étaient enfuis, effrayés.) Il n'y avait là aucune création de l'anarchisme, mais un retour à des coutumes anciennes, médiévales, lorsque le village était gouverné par l'assemblée de tous les adultes qui élisait le «conseil ouvert»: le pouvoir communal. Par la suite, l'institution se dénatura par l'introduction d'abus de toutes sortes, sauf pourtant dans les plus petits villages où cet usage est signalé encore au XVIII^e siècle, et plus tard encore dans la

Castille, le Leon et en d'autres endroits. Une loi fut même élaborée pour leur accorder un statut légal.

L'idée communautaire et la solidarité paysanne

Dans son livre, «le Collectivisme agraire en Espagne», Joaquin Costa a sans doute décrit avec trop de bienveillance les habitudes de solidarité des paysans espagnols, mais il semble que ces pratiques furent originales à l'Espagne. Brenan, quant à lui, cite: le «système communautaire familial», post-tribal, qui a contribué au développement de l'esprit d'entraide chez les paysans de la région pyrénéenne, les traditions transmises par les Vaccéens, tribu ibère qui chaque année redistribuait les terres. Cas également de villages au nord du Guadarrama possédant et cultivant encore leurs terres en commun.

Autre origine des communautés rurales: Brenan les fait remonter au Moyen Âge quand «les rois et les nobles, désireux de repeupler les immenses landes désertes qui séparaient les monts Cantabriques des territoires occupés par les Maures, firent alors des conditions avantageuses à des communautés de serfs affranchis (ou *familias de criacion*). Ils octroyèrent deux sortes de chartes: la première, la "carta puebla" ou "carta de población", était un simple contrat conclu entre le seigneur et la communauté, la seconde, "fuero" municipal, accordait au village des privilèges juridictionnels et une certaine autonomie; elle devait être approuvée par le roi. Dans les deux cas, chaque famille recevait un solar (une ferme avec son jardin, sa grange et son aire) et les terres allaient à la communauté chargée de les distribuer périodiquement.»

Déjà en 1812, la constitution de Cadix de style très libéral reprenait, pour en faire des lois, certains antiques «fueros», droits collectifs provinciaux ou communaux.

Quand, en 1836, le député libéral Florez Estrada proposa la

nationalisation des grands domaines et biens communaux, il voyait là «une solution de collectivisme agraire conforme à la tradition espagnole».

Unamuno, influencé par Tolstoï et Marx, a recherché le caractère socialiste traditionnel dans le mouvement carliste populaire. En octobre 1895, voici ce qu'il écrivait à J. Costa:

«Il est un événement peu étudié, me semble-t-il, dans notre histoire contemporaine: c'est la dernière guerre civile carliste. J'en ai été témoin et en grande partie victime dans mon enfance. Par la suite, je me suis employé à l'étudier, et voici près de huit ans que je fais des recherches sur ses causes et ses raisons.

«On y découvre, entre autres choses, un grand fond de socialisme rural. J'ai recueilli d'anciennes proclamations, des journaux carlistes, etc.; de tout cela, je pourrais composer une étude sur les éléments de socialisme dans la dernière guerre civile. Mais ce qu'il y a de vraiment curieux, c'est un plan de gouvernement présenté à don Carlos, en 1874, par José Indalecio de Caso, don Julio Nombela (qui habite encore notre ville) et le chanoine Vincent Manterola. Ce plan contient par exemple ce qui suit:

«1. – Il y aura des certificats de profession au lieu de certificats d'identité ; celui qui ne justifie pas d'une profession ne pourra même pas ester en justice;

«2. – On imposera à l'aristocratie l'obligation de fonder et de diriger des colonies agricoles;

«3. – Les gens aisés seront forcés de prendre en tutelle des orphelins pauvres (le plan dit: «ordonner ce qu'ordonne la charité»);

«4. – Considérant qu'«on gouverne pour les riches aux dépens des pauvres et que ce devrait être le contraire... la petite propriété sera dispensée de tout tribut, de tous frais d'inscription et autres dépens, moyennant une surtaxe progressive sur la grande propriété»;

«5. – «Le travail sera représenté par le travail.»

«Enfin, il y aurait de quoi recopier en entier cette très curieuse utopie sociale, selon un plan et un schéma symétrique. Si cela vous intéresse, vous pouvez trouver l'ensemble, avec mention du sort qui lui a été réservé, au chapitre I, livre V, de Julio Nombela, «Derrière les tranchées, dernières pages de la guerre et de la paix de 1868 à 1876» (Madrid, 1876, 2^e édition).

«Quant à moi, je pourrais ajouter à ce projet bon nombre de proclamations et de manifestes et des extraits de brochures carlistes, antérieurs à la guerre, qui montrent que les idées résolument favorables à la décentralisation (guerre à la ville) et socialistes contenues dans ce projet exprimaient le sentiment des masses carlistes. Lorsque Dorado a traduit «le Socialisme catholique» de Nitti, je lui ai parlé de ce plan remarquable et aujourd'hui presque ignoré, qui me paraît un bon précédent doctrinal. Et je n'ai pas abandonné le projet d'écrire quelque chose sur ce qu'on peut appeler le socialisme carliste, en utilisant les matériaux que j'ai réunis pour un autre ouvrage en préparation. Je me borne, pour l'instant, à attirer votre attention sur ce document.

«J'espère aller pour ces fêtes dans un village en pleine campagne où j'ai entendu parler il y a un an de coutumes économiques telles que celle de léguer la terre prise à ferme (ou: les terres vierges défrichées) au fils cadet ou, s'il y a quelque enfant infirme ou handicapé, à celui-là de préférence. Je vous enverrai aussitôt les données que je pourrai recueillir.»

L'idée fédéraliste

Bien que les idées de Proudhon aient été vraisemblablement répandues avant, Pi y Margall traduisit, en 1868, «Du principe fédératif». C'était une base théorique pour l'opposition

espagnole qui luttait contre la politique centralisatrice castillane, et une contribution au développement du puissant mouvement fédéraliste; fédéralisme politique qui n'atteignait pourtant que la petite bourgeoisie. Cependant, le fédéralisme proudhonien en Espagne et notamment celui de Pi y Margall sont loin de n'avoir qu'un aspect politique: sociétés de résistance, de secours mutuel et coopératives en font partie, s'y rattachent, en portent l'influence. À noter en parallèle que le mouvement carliste se caractérisait entre autres par une recherche d'autonomie régionale.

Le fédéralisme s'annonçait comme un système protégeant les libertés municipales. «Le fédéralisme est un système dans lequel divers groupes humains, sans perdre leur autonomie propre, sont associés et subordonnés à d'autres groupes semblables dans le but de réaliser des objectifs communs. C'est, de plus, le type d'organisation qui convient le mieux à notre pays dont les provinces, autrefois royaumes indépendants, sont maintenant encore profondément divisées par leurs lois et leurs coutumes particulières. Ainsi, dans toutes les grandes crises que notre pays a traversées depuis le début du siècle, les provinces ont commencé par rechercher en elles-mêmes leur sécurité et leur force, sans perdre de vue l'unité essentielle du pays tout entier.» («Las nacionalidades» de Pi y Margall.)

Le coopérativisme

En 1840, la première coopérative de consommation était fondée à Barcelone; c'est le fouriériste Garrido qui introduit l'usage des coopératives en Espagne. En 1845, à Madrid, il lançait le premier journal d'inspiration socialiste, «la Atracción». Les coopératives allaient se développer surtout en Catalogne et dans la région de Séville.

En 1913, on comptait 51 462 membres dans les coopératives.

En 1932, la Fédération nationale des coopératives se donne 64

000 membres pour 366 sociétés coopératives.

En 1935: 120 000 membres, 465 sociétés (un an après en Catalogne seulement, 88 233 membres pour 205 coopératives).

Le syndicalisme

Depuis 1835, et sans doute avant, il existait de nombreuses sociétés ouvrières de résistance; cependant c'est en 1854 que naît en Catalogne la première association importante de type syndical: «l'Union des classes».